

AYANTS DROIT DE CHAHID ET DE MOUDJAHID

Des textes d'application en souffrance depuis... 1999 !

De nombreux lecteurs nous écrivent depuis des années à propos des textes d'application de la loi du chahid et du moudjahid de 1999, notamment ceux ayant trait à la protection sociale des ayants droit. Ces textes, qui, à ce jour, ne sont toujours pas parus, sont pourtant régulièrement annoncés par le gouvernement. L'espace retraite d'aujourd'hui est entièrement consacré à ces questions.

La loi n° 99-07 du 5 avril 1999, parue au Journal officiel n° 25 du 12 avril 1999 est relative au moudjahid et au chahid. En matière de protection sociale, les articles 36, 41 et 42 traitent des avantages

accordés en matière de retraite. L'article 36 de cette loi énumère les droits aux soins dont peuvent bénéficier gratuitement les ayants droit de chahada, leurs veuves, leurs conjoints et leurs enfants mineurs, handicapés,

sans limite d'âge. L'article 41 précise que les moudjahidine et les veuves de chahada en activité bénéficient, en matière de retraite, d'une réduction d'âge et de bonification double des années de participation à la guerre de Libération nationale. Cette retraite est reversée intégralement aux ayants droit : «La retraite du moudjahid et de la veuve de chahid est reversée intégralement à leurs ayants droit, conformément à la réglementation en vigueur, et que cette disposition sera définie par voie réglementaire.»

L'article 42 considère que les années de guerre constituent une période de travail effectif ouvrant droit au versement d'une pension de retraite et de sa liquidation au profit des enfants de chahada en activité. Mais il est utile de préciser

qui sont les ayants droit au regard de cette loi. Pour le chahid (article 13) les ayants droit sont «les ascendants, la ou les veuves, et les fils et les filles du chahid», alors que pour le moudjahid (article 14), les ayants droit sont «les ascendants, et la ou les veuves».

Par conséquent, les enfants de moudjahid ne sont pas considérés comme étant des ayants droits. Il y a, cependant, des exceptions à cette dernière notion : elle est précisée par les articles 24 et 28.

L'article 24 stipule que «la pension d'invalidité du moudjahid est reversée sur la base de 100% à la veuve en plus de la pension complémentaire. En cas de décès de la veuve, cette pension est reversée aux enfants mineurs et aux filles non mariées célibataires sans

aucun revenu». L'article 28 de cette même loi précise, notamment que «bénéficiaire de la pension de compensation les fils de moudjahidine handicapés qui sont nés après 1942 (et qui n'ont bénéficié d'aucune autre pension d'invalidité, conformément à la législation relative à la Sécurité sociale)», et aussi ceux qui sont nés avant 1942 «sous réserve qu'ils n'aient eu aucune conduite contraire à la Révolution de libération nationale». Un texte d'application de cette loi a été publié au JO n° 4 du 14 janvier 2007 : il s'agit du décret exécutif n° 07-10 du 11 janvier 2007 relatif aux réductions en matière de prix et de location et de vente de logements publics. Pour en savoir plus sur cette loi, il faut accéder au site Internet du Journal Officiel : <www.joradp.dz>

LA SÉCURITÉ SOCIALE FINANCE
LES HÔPITAUX PUBLICS
38 milliards
de dinars pour 2008 !

La Cnas, et la Casnos à un degré moindre, sont des bailleurs essentiels des hôpitaux publics. La loi de finances pour 2008, parue au JO n° 82 du 31 décembre 2007 (site Internet <www.joradp.dz>) définit les modalités et le montant de ce financement dans son article 67 : «La contribution des organismes de Sécurité sociale aux budgets des secteurs sanitaires et des établissements hospitaliers spécialisés (y compris les centres hospitalo-universitaires) est destinée à la couverture financière de la charge médicale des assurés sociaux et de leurs ayants droit.

La mise en œuvre de ce financement sera réalisée sur la base des informations relatives aux assurés sociaux pris en charge dans les établissements publics de santé, et ce, dans le cadre de relations contractuelles liant la sécurité sociale et le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

Les modalités de mise en œuvre de cette disposition sont précisées par voie réglementaire. A titre prévisionnel et pour l'année 2008, cette contribution est fixée à trente-huit milliards de dinars. Sont à la charge du budget de l'Etat, les dépenses de prévention, de formation, de recherche médicale et les soins prodigués aux démunis non assurés sociaux».

À propos des textes
d'application
et de la revalorisation
des pensions

Le ministre des Moudjahidine a réuni le 12 janvier 2008 les directeurs de wilaya pour les informer sur les projets de décrets d'application de la loi sur le chahid et le moudjahid. Objectif de cette réunion : vulgariser des textes d'application de la loi sur le chahid et le moudjahid, textes en souffrance depuis... 1999, et qui ne sont qu'au stade de projets ! Il serait aussi question de revalorisation des pensions de moudjahidine et des ayants droit, revalorisation qui pourrait être annoncée avant la fin janvier dans un texte réglementaire qui n'est encore qu'au stade de projet.

Les augmentations variaient de 1 880 à 3 000 DA, selon le taux d'invalidité et le montant annuel perçu : 1 880 DA d'augmentation

pour les «victimes civiles et victimes des mines antipersonnel» (taux 40%) ; 2 000 DA pour les «grands invalides atteints d'infirmité définitive et de maladies graves» et ceux qui auraient des «maladies chroniques». La même augmentation est prévue pour les «grands invalides atteints d'infirmité définitive», ayant des taux d'incapacité de 85% à 100%. Les «invalides» de 10% à 80%, pourraient percevoir 2 200 DA supplémentaires. Pour les «filles de chahid mariées et sans travail» et les «handicapés, fils de chahid», il est prévu 2 000 DA de plus. Les «handicapés, fils d'invalides» bénéficieraient eux d'une augmentation de 3 000 DA.

Le montant de la «pension complémentaire» passerait de 18 000 à 21 000 DA par mois.

COURRIER DES LECTEURS

Ayants droit des anciens
moudjahidine

Je suis fils d'un moudjahid invalide à 100% et décédé. Il recevait une pension d'ancien moudjahid invalide à 100%. Ma question est toute simple : j'ai entendu dire que les filles des anciens moudjahidine ont le droit d'avoir une pension trimestrielle ou mensuelle, à savoir aussi que j'ai trois sœurs, une célibataire et deux mariées. Je veux savoir s'il y a une loi qui confirme mes dires.

Khaled d'El-Biar

RÉPONSE : L'article 24 de la loi n°99-07 du 5 avril 1999 (JO n°25, du 12 avril 1999) relative au moudjahid et au chahid stipule que «la pension d'invalidité du moudjahid est reversée sur la base de 100% à la veuve en plus de la pension complémentaire.

En cas de décès de la veuve, cette pension est reversée aux enfants mineurs et aux filles non mariées célibataires sans aucun revenu». L'article 28 de cette même loi précise notamment que «bénéficiaire de la pension de compensation les fils de moudjahidine handicapés qui sont nés après 1942 (et qui n'ont bénéficié d'aucune autre pension d'invalidité, conformément à la législation relative à la Sécurité sociale)», et aussi ceux qui sont nés avant 1942 «sous réserve qu'ils n'aient eu aucune conduite contraire à la Révolution de libération nationale».

Retraite sans condition
d'âge et fils de chahid

Je voudrais avoir des informations sur le départ en retraite sans condition d'âge.

Voilà, je suis fils de chahid ayant cumulé plus de 35 ans de cotisations (y compris les années de bonification de fils de chahid).

Je voudrais savoir si le calcul de ma pension de retraite s'arrête à 80% comme tous les

autres cotisants ou bien il sera de
35 x 2,5% = 87,5%.

Zafir Mohammed

RÉPONSE : Le taux maximum des pensions de retraite accordées par la CNR est de 80%, quel que soit le type de retraite et quel que soit le nombre d'années de cotisation au-delà des 32 années. Par contre, si vous êtes adhérent à une mutuelle, vous pouvez bénéficier d'une retraite complémentaire si cet avantage est accordé par cette mutuelle.

Les références de la loi

Je suis fils de chahid et je voudrais vous demander de m'envoyer le site concernant la loi du moudjahid et du chahid.

RÉPONSE : La loi n°99-07 du 5 avril 1999 relative au moudjahid et au chahid est parue au Journal Officiel n°25, du 12 avril 1999, numéro que vous pouvez consulter sur le site Internet de cette publication <www.joradp.dz>.

Femme de chahid
et cumul de pensions

Mon problème est le suivant, j'ai une tante femme de chahid, elle touche la pension de femme de chahid. Elle s'est remariée, puis suite au décès de son second mari, elle a eu droit à la retraite de réversion.

Or, il y a quelques mois on lui a retiré la retraite de réversion, en lui disant qu'elle percevait déjà la pension de femme de chahid et qu'elle devait rembourser toutes les mensualités perçues au titre de la retraite de réversion.

Ma question : est-ce qu'elle n'a pas droit à la retraite de son second mari, et donc pas de cumul ?

RÉPONSE : Au regard des informations contenues dans votre email, la loi algérienne n'autorise pas ce type de cumul de pensions.